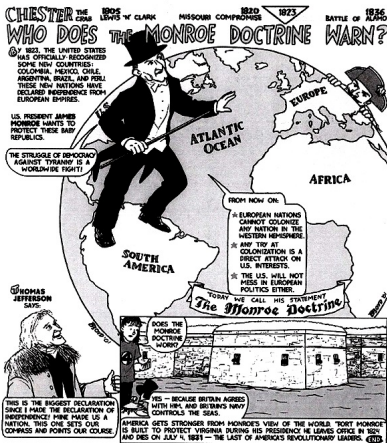




Les présidents républicains
James Monroe et Donald Trump

Avec l'élection de Donald Trump, les États-Unis risquent de revenir vers près de deux siècles en arrière. En effet, les propos de ce candidat républicain sont proches de ceux de James Monroe, président américain, dont une doctrine porte son nom. La base de la diplomatie extérieure de Monroe était: «*L'Amérique aux Américains*».

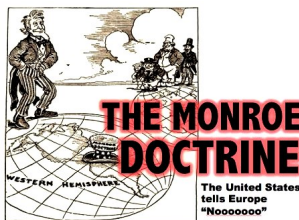


Dessin de presse expliquant la doctrine Monroe (milieu XIXème)

C'est le 2 décembre 1823 que James Monroe, 5ème président des États-Unis et issu du parti républicain (élu pour deux mandats de 1817 à 1825), a énoncé la doctrine qui portera son nom et fixera pour un siècle et demi les fondements de la diplomatie américaine:

« ***L'Amérique aux Américains*** »

Après la seconde guerre d'indépendance ayant opposé les «*American natives*» au Royaume-Uni (1812-1814), les États-Unis se dotent d'une diplomatie vigoureuse. Le général Andrew Jackson intervient en Floride, une colonie espagnole livrée à l'anarchie. Les États-Unis acquièrent finalement le territoire en 1819 contre cinq millions USD. Cependant, à l'extrême-nord du continent, les Cosaques russes traversent le détroit de Béring et s'implantent en Alaska, menaçant ainsi le territoire des États-Unis. Au sud, les colonies espagnoles se soulèvent contre la métropole. Le roi d'Espagne appelle à son secours les autres souverains de la Sainte-Alliance.



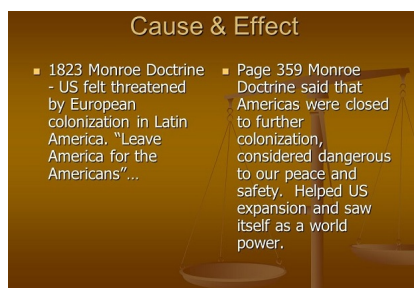
Sous l'influence de son Secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) John Quincy Adams, le président Monroe évolue vers une position neutraliste qui s'affirme avec éclat dans son message annuel au Congrès, le 2 décembre 1823. Dans un long discours en apparence décousu, James Monroe interpelle directement les puissances européennes. Il leur déclare :

1) Les États-Unis ont reconnu l'année précédente l'indépendance des nouvelles républiques latino-américaines; en conséquence de quoi, l'Amérique du nord et l'Amérique du sud ne sont plus ouvertes à la colonisation européenne.

2) Les États-Unis regardent désormais toute intervention de leur part dans les affaires du continent américain comme une menace pour leur sécurité et pour la paix.

3) En contrepartie, les États-Unis n'interviendront jamais dans les affaires européennes.

La doctrine de Monroe se résume en définitive comme suit: **«l'Amérique aux Américains»**.



Ceci semble justifier les propos du candidat Donald Trump suivants: «*J'appelle à un arrêt total et complet de l'entrée des Musulmans aux États-Unis. Cette mesure vaudra aussi bien pour les immigrés, les visiteurs et les touristes. Seuls les soldats américains de confession*

musulmane seront autorisés à pénétrer sur le territoire mais ils seront surveillés ».

En 1823 donc, cette *doctrine* a fixé pour plusieurs décennies l'attitude que les États-Unis comptent adopter vis-à-vis du vieux continent qui assurait, alors, la domination sur le monde. Il s'agissait de délimiter des sphères d'influence: les États-Unis s'étaient engagés à ne pas s'occuper des affaires européennes à condition que les Européens en fassent de même sur le continent américain. Les puissances de la Sainte-Alliance se le sont tenu pour dit et ont renoncé à leurs projets d'intervention en Amérique du sud. L'année suivante, la Russie signe un traité avec les États-Unis par lequel elle renonce à toute revendication au sud de l'Alaska.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les États-Unis détiennent les 2/3 du stock d'or mondial et représentent environ la moitié de la production mondiale. Le problème alors était: trouver des marchés? Le pays a profité de son engagement dans le conflit pour effacer les dernières traces de la crise des années 1930 et démontrer au reste du monde sa capacité productive. Dès 1944, le président Franklin Delano Roosevelt exprime clairement sa volonté de bâtir un monde nouveau lors des conférences interalliées. Les États-Unis songent alors à mettre en place une gouvernance mondiale, une pensée suivant les principes fondateurs de leur modèle idéologique: le capitalisme libéral et la démocratie.

